



# LÈSE BÉTON

N° 6  
PRINTEMPS 2016



*Contre l'aéroport et le monde qui va avec*

**« C'est un territoire perdu de la République »**

*Pascal Bolo, premier adjoint de la mairie de Nantes.*

## Édito

**V**oilà enfin le nouveau numéro de Lèse Béton !

Deux ans riches de nouvelles expériences, de rencontres, de résistance se sont écoulés depuis la sortie du dernier journal. Pendant ce temps-là le projet d'aéroport semblait mis de côté... Mais depuis plusieurs mois le gouvernement n'arrête pas d'évoquer le début des travaux pour 2016. Des appels d'offre pour le barreau routier ont récemment été publiés, accompagnés de menaces d'expulsion de la ZAD et de la mise à jour de toutes les procédures d'expropriation et d'expulsion qui font que tou.te.s, locataires, propriétaires ou occupant.e.s de la dernière heure, sont expulsables au même titre. Dernière trouvaille en date, l'annonce d'une consultation/référendum... À ce cadre peu rêveur, s'ajoute l'état d'urgence.

Le mouvement anti-aéroport, loin de se laisser décourager par les mauvaises nouvelles, redouble de vigueur. Il a rassemblé des dizaines de milliers de personnes à de nombreuses occasions : tracto-vélo vers Paris, manif sur le périphérique, occupation de 4-voies, week-end de chantier sur la ZAD, et opération escargots. Les habitant.e.s de la ZAD se projettent à long terme sur cette zone, réfléchissent à un avenir sans aéroport avec les différentes composantes de la lutte et les gens du coin. S'inscrire dans la durée veut aussi dire apprendre à s'organiser ensemble, à gérer les conflits, à se réappropriier divers aspects de sa vie. Ces réflexions et débats circulent aussi en dehors de la zone : les comités locaux s'activent de plus belle pour l'organisation de soirées d'info et de journées d'action. On discute aussi de ce qui est prévu en cas d'expulsions

ou de reprise de travaux : mobilisations, blocages, occupation des préfectures, manifestations partout en France. Pour que tout le monde soit prêt.e en cas de nouvelle intervention !

L'équipe de rédaction de ce numéro de Lèse Béton fait partie du mouvement d'occupation sans pour autant représenter un point de vue unique de la ZAD.

Comme d'habitude, on parle beaucoup de ce qui se passe ici, mais on suit de près d'autres luttes, proches ou lointaines, qui ont gagné ou qui sont en cours, qui nous inspirent et nous donnent de la force !

Bonne lecture !

## Dans ce numéro

ZAD : Qui décide quoi?.....	2	« La guerre c'est la paix, la liberté	
Autodéfense par le soin.....	3	c'est l'esclavage».....	6
Zad Social Rap.....	4	Solidarité avec le kurdistan.....	7
Pour lutter heureux.e.s		Mots croisés.....	8
luttons masqué.e.s.....	5		

### Connectez-vous à la lutte

Des infos en direct de la lutte contre l'aéroport, des nouvelles de luttes d'ailleurs, des compte-rendus de procès, des émissions de radio, des cartes de la zone, des photos, des affiches à coller dans ta chambre et bien plus encore. Tout ça se trouve sur [zad.nadir.org](http://zad.nadir.org), le site du mouvement d'occupation ! Et en prime, un agenda pour ne rater aucune manif', chantier, concert, projection, etc.



# ZAD : Qui décide quoi ?

*Dans nos soirées d'information, en faisant du stop, dans les transports... Quand on parle de la ZAD aux personnes qu'on rencontre, elles nous posent souvent les mêmes questions sur notre façon de s'organiser. Voici une tentative de réponse sous forme de brique d'interview imaginaire, ni exhaustive ni représentative de toutes les différentes pensées qui existent sur la ZAD.*

**Alors, ça y est, sur la ZAD vous êtes auto-suffisant.e.s ?**

Non, pas vraiment et ce n'est pas ce qu'on cherche. C'est vrai qu'on essaye de produire une partie de ce qu'on mange, avec nos jardins collectifs, l'élevage, la production de farine et de pain. On cherche à dépendre le moins possible de l'économie capitaliste, mais on n'est pas dans une volonté d'autarcie, de vivre sans échange avec un monde qui serait le monde extérieur. Si je devais choisir un terme, je dirais plutôt qu'on tend vers plus d'autonomie.

**Mmmm, d'accord. Mais c'est quoi alors l'autonomie ?**

Je dirais que pour nous l'autonomie c'est le fait de se débrouiller par nous-mêmes, de prendre des décisions collectivement avec nos propres règles et par nos propres moyens. Ça veut dire s'organiser selon nos désirs et besoins, ne pas laisser l'État décider, contrôler et rentabiliser chaque bout de nos vies... Ça veut dire aussi s'organiser collectivement pour lutter contre les logiques de ses institutions et s'organiser indépendamment d'elles. On dit souvent qu'on est venu.e s'installer ici pas seulement pour lutter contre un projet d'aéroport, mais aussi contre «le monde qui va avec». C'est pourquoi la question de l'autonomie et de l'auto-organisation sur la ZAD est portée très fortement, politiquement et pratiquement.

**Je comprends. Ce n'est pas qu'une question de produire sa nourriture. Et comment vous vous organisez ? Qui prend les décisions ?**

Ah! C'est très compliqué, mais je vais essayer d'expliquer comment je vois les choses. L'auto-organisation n'est pas évidente car la lutte rassemble des personnes et groupes très différents, qui ont des enjeux et des visions du monde variés. Certaines personnes ont fait des hautes études, certaines ont une culture de la rue, certaines sont là pour échapper au contrôle social, certaines squattent pour ne pas à avoir à payer de loyer et faire autre chose de leur vie que travailler, certaines pour pouvoir

cultiver de la terre, certaines n'ont pas de papiers, certaines sont là pour défendre la nature, certaines s'organisent ici sans y vivre, certains s'organisent collectivement, d'autres moins, certaines presque tout ça à la fois. C'est difficile d'avoir des structures d'organisation claires qui rassemblent tout ce monde. Il y a plutôt une multitude de structures d'organisation, de groupes, avec des tentatives de coordination. On est jamais tou.te.s là en même temps, ni tou.te.s d'accord sur un sujet.



Dans la pratique on s'organise par projets ponctuels et par groupes qui prennent en charge divers aspects de la vie et de la lutte. Par exemple, il y a l'équipe répondant à la presse, l'équipe médicale, la cantine collective, le comité antirépression d'autodéfense juridique, le groupe radio, les projets agricoles collectifs, l'équipe boulangerie... Il y a aussi deux assemblées, une des occupant.e.s de la ZAD, et une assemblée générale du mouvement, pendant lesquelles les différents groupes et individus peuvent échanger des infos, débattre et décider d'actions à mener en commun. Sans oublier les discussions dans les collectifs de vie, les interactions au bord de la route, les soirées et concerts ouvertes à tout le monde, les infos qui passent au non-marché, les textes dans notre journal hebdomadaire,

la radio, les textes de rap, les chantiers collectifs...

**Ça a l'air d'être un vrai bouillon... Mais qui prend des décisions ?**

J'ai l'impression que les décisions ressortent de toutes ces interactions dont je viens de parler, qui dessinent notre façon de vivre ensemble. Ça se construit lentement mais ensemble. Souvent on se demande si on prend des décisions en réunion : des fois des choses y sont décidées, mais si elles ne correspondent pas aux envies générales des habitant.e.s de la zone, s'il n'y a pas eu assez d'échanges et de discussions collectives sur le sujet, elles ne seront pas appliquées. C'est pour ça que je dis que ce ne sont pas que les discussions formelles qui contribuent à comment les choses se font. En réunion on ne veut pas reproduire les schémas de pouvoir et de domination et pour ça on expérimente des fonctionnements horizontaux mais ça ne résout pas tout. Il y a des personnes plus charismatiques, ou avec une meilleure capacité à s'exprimer, qui des fois font pencher une prise de décision vers une direction plutôt qu'une autre. On a de bons outils de communication entre tout le monde, alors même si c'est difficile, ça marche en partie! On expérimente, ce n'est pas parfait et ça avance doucement.

**C'est ce que je voulais te demander : ça prend un temps fou tout ça ! Et aussi, ça doit être difficile de vivre à si nombreux.ses. Comment vous faites quand il y a des problèmes entre vous ?**

Le truc c'est qu'ailleurs, il y a tout un tas de gens spécialisés pour s'occuper des embrouilles : la justice, les flics, l'hôpital psychiatrique... Nous on ne veut pas de ça, alors on doit réfléchir et agir nous-mêmes, sans déléguer à une quelconque autorité. S'il y a un problème on va pas se plaindre au commissariat, on y réfléchit ensemble, on se confronte, on s'explique. Vu qu'on règle les embrouilles nous-mêmes, on est en débat permanent, c'est pas tous les jours facile mais c'est hyper intéressant!

Jusqu'à maintenant on a essayé plusieurs façons de gérer les conflits.

La tâche n'est pas simple. Ça ne s'embrouille pas que sur la ZAD, mais parfois avec des personnes qui vivent dans les villages d'à côté. C'est compliqué de trouver des accords, ça demande beaucoup de temps, de l'écoute, des mois et des mois

de discussions. C'est souvent des proches des personnes en conflit ou des volontaires qui ont géré la situation. Dernièrement un groupe de médiation a été monté : tous les mois, douze personnes sont tirées au sort pour s'occuper des conflits. Le groupe se renouvelle de moitié tous les quinze jours pour que la tâche ne soit pas trop lourde

et que des points de vue différents soient pris en compte dans les débats. Pour l'instant ça a l'air de bien marcher, je crois, c'est une tentative, comme il y en a eu d'autres... En tout cas je suis optimiste, je trouve qu'il y a des choses qui bougent et qu'il y a de plus en plus de compréhension mutuelle et d'attention à l'ensemble.

## L'autodéfense par le soin

*Depuis l'existence d'un mouvement d'occupation sur la ZAD, de multiples groupes auto-organisés se forment pour répondre aux besoins quotidiens et lutter contre cette société qui nous dépasse. L'équipe de « Street Médic » en est un : un groupe de premiers secours de rue.*

Lorsqu'on est en désaccord ou qu'on gêne la réalisation de profit – le temps d'une manifestation ou parce qu'on vit sur une terre convoitée par l'État – qu'on est « indésirable » ou « contestataire », la répression ne tarde pas à se faire sentir. Elle blesse, mutile ou tue par le biais des forces de l'ordre\*.

Conscientes de ces risques, des personnes formées en médecine ont partagé ici leur savoir médical pour qu'un maximum de gens puissent porter secours à leurs camarades de lutte.

Le groupe Street Médic met ainsi en pratique une autodéfense qui passe par le soin et l'attention aux autres, sur la zone comme ailleurs. En manifestation, il tente d'être présent au plus tôt pour effectuer les premiers gestes aux personnes qui le demandent et d'évaluer les besoins avant l'arrivée éventuelle d'une ambulance, parfois bloquée ou détournée par les flics. Les Street Médic ont alors un rôle précieux parce qu'on sait aussi qu'une prise en charge par les secours officiels peut mettre les personnes blessées à la merci de contrôles d'identité et d'arrestations.

La volonté des Street Médic est de donner la primauté au consentement des personnes blessées et de leur donner des billes pour faire des choix éclairés pour elles-mêmes. Pour lutter contre ce médecin qui te prescrit des médicaments sans te dire ce que c'est, qui ne t'écoute pas et te touche sans prévenir, qui va te diagnostiquer une maladie dégénérative incurable et te donner rendez-vous dans six mois pour voir comment elle évolue... Alors que l'institution médicale nous laisse dans l'ignorance et l'impuissance, il nous paraît important de ne pas laisser les soins aux seules mains des spécialistes. Même dans l'urgence, nous sommes des individus et ne voulons pas être réduits à des symptômes ou des blessures.

Aujourd'hui, la dynamique Street Médic s'étend, et des groupes organisent des formations à travers la France. Être de plus en plus nombreux, à réfléchir et à apprendre comment se soigner et se défendre, à reprendre en main ce qui concerne notre corps contribue à se rendre plus autonome dans le quotidien et nous donne de la force dans les luttes !

*(\*) Par mutilations, on entend : des éclats de grenade dans le corps, la perte d'un œil suite à un tir de flashball ou encore une perte d'audition après l'explosion d'une grenade assourdissante. 127 morts, c'est le nombre de personnes assassinées par la police recensées depuis 2000 en France, voir : [www.urgence-notre-police-assassine.fr](http://www.urgence-notre-police-assassine.fr)*



# zad social rap

Le ZAD Social Rap c'est un atelier d'écriture et d'enregistrement tous les mercredi à 14h au gîte de La Grée. Pas besoin d'être un.e pro pour participer aux ateliers d'écriture, enregistrement, mixage du ZSR. Chaque semaine un thème est choisi pour poser un texte et des gens pour t'aider à lâcher tes mots.

Ci-contre, le texte «ZAD».  
[soundcloud.com/zadsocialrap](https://soundcloud.com/zadsocialrap)

APPROCHEZ-VOUS  
J'AI PAS LA GALE MAIS CHUI PAS VAGGINÉE CONTRE LA RAGE  
J'BALISE DANS CE MONDE  
Y'A BIEN QUE LA VIOLENCE QUI EST GRATUITE  
ÇA FINIT ENTRE QUATRE MURS POUR UNE BARRETTE DE SHIT  
TU DEVRAS PAYER DE TA POCHE POUR TA PANCRÉATIQUE  
QUAND LA NAPPE PHRÉATIQUE AURA ÉTÉ POLLUÉE PAR LE GAZ DE SCHISTE

MES AVIS SONT FRANGS GAR NOTRE BELLE CE-FRAN AURA FAIT DES SOUS SUR LE DOS DES SOUFFRANTS  
MAIS BON, POUR DES ÉCONOMISTES PARLER EN TERME DE JUSTICE ÇA MARCHE MOYEN  
ALORS ON VA DIRE QUE SI VOUS CONTINUEZ À BAISER LES PAYS DU SUD  
ÇA RISQUE DE VOUS REVENIR SUR LE COIN DE LA GUEULE UN JOUR OU L'AUTRE  
ET FAUDRAIT PTETRE PAS ÊTRE BORNÉ EN PLUS AVEUGLE  
Y'A DEJÀ DES GENS QUI S'EN BATTENT LA RAGE DU POUVOIR D'ACHAT  
QUI CLAQUENT TOUT LEUR RSA À HÉBERGER DES GENS DE LA RUE  
ET DES SANS-PAPLAR ALORS QUOI ?! C'EST LES PLUS PRÉCAIRES QUI FONT LE BOULOT  
ET VOUS SAVEZ QUOI. LA BOUFFE PESTICIDÉE ET EXPORTÉE BAH ÇA SE MANGE AUSSI AU RAYON POUBELLE. ALORS VOUS INQUIÉTEZ PAS Y'EN AURA  
POUR TOUT LE MONDE !

SUIVI PAR LES PSYCHOP PLUTÔT QUE PAR LES PSY  
AVEC DES 'SI' ON POURRAIT METTRE PARIS EN BOUTEILLE  
AVEC VINCI ON A MIS LES PARIS DANS UN  
**COCKTAIL**

ON SE SENT VIDE ET C'EST POUR ÇA QU'ON EST  
**PLEIN**  
À CHERCHER À ÊTRE ROND TOUT LE TEMPS  
BUVANT COMME DES COINS

Y'A RIEN DE TRISTE À ÊTRE GRADE  
ET RIEN DE GRADE À ÊTRE UN **KYSTE**  
VALLS À VINGT ANS J'AURAIS AIMÉ TE VOIR  
**SUR LA PISTE**

MIGRANTS. ROMS. GHETTOS RÉSIDENTS.  
BOUGS-ÉMISSAIRES DE TON MAL ÊTRE.  
TOUT BON POUR LES MALLETTES  
DE CEUX QUI SONT AUX MANÈTES  
TU VOIS LES GENS MALHONNÊTES  
COMMENT TU VOIS PAS LE RAPPORT AVEC  
**L'AÉROPORT**  
COMME SI POUR FAIRE DES DIGRESSIONS  
J'AVAIS BESOIN DE TON ACCORD  
OU UN ACCORD DE LA PRÉF POUR FONCER DANS  
**LE DÉCOR**

ON NE VEUT PAS D'UNE ZONE DE PRIVILÉGIÉS  
CETTE TERRE ON L'A ARRACHÉE

AVEC DES YEUX **ARRACHÉS**  
POUR QU'TOUT L'MONDE PUISSE SE REPOSER  
DE CE MONDE DÉGUEULASSE  
QU'ON EN PEUT PLUS DE DÉGUEULER

# Pour lutter heureux.e.s, luttons masqué.e.s!

*On entend souvent, au sein de la lutte comme au comptoir d'un bar, « être à visage découvert, c'est assumer ses actes, ne pas avoir honte des actions qu'on mène ». Puisqu'on se considère dans son bon droit, et ce qu'on fait, légitime, il faudrait aller fièrement afficher partout sa tête nue. C'est pas un peu plus complexe que ça ?*

Une première chose à dire est qu'on ne se masque pas pour se cacher des compagnon.ne.s de lutte, mais bien de ceux contre qui nous luttons.

L'activité première de la police face à un mouvement contestataire est la surveillance et le fichage. Elle note qui parle à qui, qui fait quoi, dans des fiches dont on ne sait pas à qui ni à quoi elles vont servir demain ou dans 10 ans. Le fichage est global et touche toute personne cherchant à exercer son libre arbitre. On sait que ces fiches servent à charge pour des procès et qu'avec l'état d'urgence elles sont un motif de perquisition, d'assignation à résidence. L'anonymat que permet le masque est un outil pour lutter contre ce fichage.

Se masquer doit être un acte collectif pour être efficace. Car si lorsqu'on se masque isolément, on se rend plus visible, se masquer massivement permet de protéger

son anonymat et celui des personnes qui n'ont pas le droit d'être présentes (n'ayant pas les papiers nécessaires, étant interdites de territoire ou de manifestation). Cette équation « pratique collective-efficacité » vaut pour tous les outils d'anonymat : l'utilisation d'une boîte mail sécurisée, le refus du fichage ADN, etc..

Alors que les médias cherchent toujours des têtes d'affiche, le masque permet de se rendre tou.te.s visibles de la même manière au sein d'un mouvement que l'on veut horizontal, sans hiérarchie ni représentant.e.s.

S'il est conseillé de se masquer avant de casser une caméra de vidéosurveillance, arrêtons d'imaginer que les pavés vont voler à chaque fois que quelqu'un.e se cagoule ! Être masqué.e est avant tout un bon réflexe pour se protéger.

Alors, rendez-vous à la prochaine manif, en classique cagoule noire, masque de triton, de lapinou ou d'Anonymous, écharpes remontées jusqu'au nez, maquillage et perruque...



## La lutte a le vent en poupe

Un mouvement large s'est créé autour de l'association « En avant Camarade » contre l'implantation d'éoliennes industrielles au sommet d'une petite commune d'Ariège. Après deux ans, la mobilisation (manifestations, occupations de locaux, pique-niques géants, etc.) a abouti à l'arrêt du projet. La lutte contre EDF et les pouvoirs publics a montré en quoi un parc éolien, loin d'être une énergie « alternative », n'est autre qu'un masque vert pour justifier la continuité de l'énergie nucléaire. La lutte se mène toujours de St Victor (Aveyron) à Tehuantepec (Mexique).



## Limimbout forever

Armé.e.s de bétonnières, de marteaux et de bonne humeur, nous rénovons les bâtiments abandonnés. Le hameau du Limimbout, destiné à être enseveli sous une piste d'atterrissage, est plus vivant que jamais! Habitant.e.s de plus ou moins longue date, nous apprenons ensemble et partageons des savoirs pour prendre soin du village. Depuis 2015 une grange a été aménagée en auberge et conserverie, un hangar transformé en atelier et une bergerie remise en état. Nous ne sommes pas prêt.e.s de partir!



# « La guerre c'est la paix, la liberté c'est l'esclavage »

George Orwell, 1984

*Réflexions sur l'état d'urgence. Au soir des attentats de novembre, le président décrétait l'état d'urgence au motif que « Da'ech » aurait déclaré la guerre à la France... Mais cette guerre, était-elle bien neuve ?*

Rappelons qu'en 2013 déjà, la France se lançait dans l'opération Serval: l'invasion du Mali, sous le prétexte de lutte contre le terrorisme. Le 1er août 2014, l'opération Barkhane prenait le relais sous le même discours au Mali, en Mauritanie, au Burkina Faso, au Niger et au Tchad, rien que ça. Un mois plus tard, l'armée française s'engageait dans les bombardements en Irak, aux côtés de l'US Army. Et en septembre 2015, ces bombardements étaient étendus à la Syrie.

Les frappes aériennes de novembre en Syrie nous sont présentées comme de « justes représailles » aux attentats, alors que la guerre dure depuis plusieurs années dans cette partie du Moyen-Orient. Ces affirmations sont donc un mensonge.

Au-delà de l'argumentaire avancé sur « l'antiterrorisme », il y a des intérêts nombreux à faire la guerre: de l'uranium

du Niger au pétrole de l'Irak et de la Syrie, la France cherche à préserver et à étendre à tout prix ses intérêts économiques, notamment dans ses anciennes colonies. Sans compter que la guerre est elle-même une manne financière: ainsi les avions Rafales, qui restaient dans les rayons depuis 10 ans, s'écoulaient soudain comme des petits pains.

On peut donc se demander si la logique de Hollande selon laquelle le terrorisme entraîne des « interventions » extérieures ne serait pas plutôt à inverser: les guerres extérieures ont des conséquences, certes tragiques, sur le territoire français. Et pourquoi 120 morts sont « une tuerie » à Paris et « des dommages collatéraux » quand il s'agit du bilan quotidien des attaques occidentales en Irak et en Syrie? Comment la puissance occidentale peut-elle s'imaginer que bombarder des populations et laisser en ruines des territoires entiers devrait assurer le calme et la paix sur son propre territoire? Les interventions militaires nourrissent la violence davantage qu'elles ne la suppriment.

Le discours sur cette guerre prétendument nouvelle, vise à obtenir notre adhésion pour mieux poursuivre celle-ci. Quand la classe dirigeante lance une guerre pour servir ses propres intérêts, pourquoi devrions-nous la rejoindre dans une « union sacrée » ?

Il n'a fallu que quelques minutes au gouvernement pour passer de « on nous a déclaré la guerre » à « c'est l'état d'urgence » quand nous restions bouche bée. Faire vite, c'est un bon prétexte pour faire sauter les droits et libertés. Ce régime d'exception, conçu et éprouvé lors de la guerre d'Algérie, vise à réduire fortement les libertés publiques, et à étendre les pouvoirs répressifs de l'État. Il fait pleuvoir assignations à résidence (sans aucune charge) et perquisitions administratives (c'est-à-dire sans le moindre contrôle de la justice), interdit des manifestations (comme pendant la COP21) et étend considérablement les pouvoirs des forces de police (qui ne se sentent plus pisser!).

Les personnes visées par la violence de l'état d'urgence se révèlent être principalement des gens à qui l'on reproche de ressembler à des musulman.e.s, et/ou qui ont des activités politiques contestataires. Après plusieurs mois de ce régime, le message est assez clair: ce dispositif cherche par tous les moyens à obtenir consensus et résignation en entretenant le climat de peur. L'état d'urgence n'a pas pour but de défendre la population.

Depuis novembre une campagne médiatique déjà foisonnante s'est accentuée, assimilant aux « terroristes » – ceux qui ont revendiqué les attentats – l'ensemble de la population musulmane: chaque musulman.e, réel.le ou supposé.e, est sommé.e de se justifier sur les événements. Pourquoi partager la même religion reviendrait à partager la responsabilité des actes de quelques individus? À cela s'ajoute la multiplication des actes racistes et islamophobes: des mosquées incendiées, des femmes voilées agressées, des personnes insultées publiquement au quotidien. Tout en refusant « l'amalgame », l'État braque systématiquement son viseur sur les musulman.e.s. On comprend alors qu'il ne peut y avoir d'union sacrée que contre un ennemi commun. Une fois celui-ci désigné, il est dans la même logique de fermer les frontières et d'empêcher les gens qui fuient la guerre de venir en Europe: on pilonne au dessus de leur tête et ce sont les migrant.e.s qui sont vu.e.s comme un danger. La boucle est bouclée.

Il est à craindre que les opérations militaires françaises au Moyen-Orient se prolongent. L'état d'urgence se voit lui de nouveau prolongé jusqu'au 26 mai. Cet état d'exception est en voie de se normaliser et pourrait bien devenir un moyen de gouverner permanent. Rappelons nous seulement du dispositif Vigipirate mis en place en 1991 et qui depuis n'a jamais cessé. Pour préserver la paix, l'État fait la guerre; pour « défendre les libertés », il les supprime. État d'urgence et guerre sont les deux faces d'une même pièce: pour stopper l'un il faut stopper l'autre.

## Les luttes bretonnes

Les projets destructeurs et mortifères se multiplient en Bretagne: une centrale à gaz à Landivisiau, des mines de métal dans les Monts d'Arrée et dans les Côtes d'Armor, l'extraction de sable en mer à Lorient et Lannion... La résistance se met en place partout et les liens de solidarité entre les luttes se tissent de plus en plus fort.

Pour plus d'informations:

[nonalacentrale-landivisiau.fr/](http://nonalacentrale-landivisiau.fr/)  
[bretagne-info.org/](http://bretagne-info.org/)  
[alternatives-projetsminiers.org/](http://alternatives-projetsminiers.org/)  
[le-peuple-des-dunes.org/](http://le-peuple-des-dunes.org/)





# Solidarité avec le Kurdistan

*Aujourd'hui les Kurdes vivent sur un territoire divisé par les frontières de l'Iran, l'Irak, la Turquie et la Syrie. C'est le résultat d'un découpage fait à la fin de la première guerre mondiale par les puissances européennes, qui se sont partagé l'empire ottoman et ont oublié ce peuple, qui lutte toujours pour être reconnu et libre.*

Dans les années 1990 on a beaucoup entendu parler de la guerre entre l'État turc et le PKK, une organisation déclarée «terroriste» (par l'Union Européenne notamment), de pensée marxiste-léniniste, qui se battait pour l'indépendance des Kurdes. Aujourd'hui le PKK existe encore, mais connaît une révolution idéologique. Il n'est plus question de revendiquer un État kurde, mais de mettre en place un nouveau modèle de société autogérée, multi-ethnique et multi-confessionnelle. Une pensée révolutionnaire dans une région où les États jouent sur les divisions pour asseoir leur pouvoir.

Ce processus d'auto-organisation en cours a pour bases principales: la prise de décision horizontale, la place centrale des femmes dans la société, la création d'une économie coopérative, l'écologie. Les assemblées de village ou de quartier réfléchissent à des sujets locaux comme globaux et prennent des décisions qui sont portées par des représentant.e.s à la

recherche d'un consensus entre les différentes échelles. Dans ce système, les femmes s'organisent en non-mixité à tous les niveaux et partagent les postes de pouvoir avec les hommes. Toutes ces questions nous intéressent et résonnent avec des réflexions qui ont lieu sur la ZAD.

Depuis 2011, les Kurdes du Rojava (zone kurde de Syrie le long de la frontière turque) mettent en place ce modèle d'organisation qu'elles appellent «confédéralisme démocratique», et ceci malgré la guerre qu'elles doivent mener contre Daech, qui diffuse des valeurs opposées. Ce mouvement fait tache d'huile en Turquie, ce qui rend furieux l'État turc. Alors que des pourparlers étaient en cours ces dernières années, l'État turc a depuis juillet 2015 emprisonné des milliers de militant.e.s ou journalistes, a assassiné des centaines de personnes, a assiégé et bombardé des villes entières en imposant des couvre-feux jour et nuit parfois pendant des mois. De plus, le gouvernement turc a bombardé les zones kurdes d'Irak et

de Syrie au nom de la lutte anti-terroriste, et durci son discours nationaliste et raciste jusqu'à appeler au lynchage des Kurdes. Dans les médias, les pays européens louent l'héroïsme des Kurdes en première ligne face à Daech, mais taisent la répression en Turquie et passent des accords (notamment financiers) avec l'État turc pour que celui-ci soit un rempart aux migrants d'Afghanistan et de Syrie. L'hypocrisie est énorme!

*Depuis quelques mois un groupe s'est constitué sur la ZAD en solidarité avec la lutte au Kurdistan. Il cherche à diffuser des informations sur ce qui s'y passe. Vous pouvez lire notamment la revue *Merhaba Hevalno* disponible sur [kedistan.net](http://kedistan.net) ou régulièrement lors des tables de presse sur les marchés de Bellevue-St.Herblain le vendredi, ou de la petite Hollande-Nantes le samedi.*





### Celleux et illes

Ce numéro là est comme les précédents, truffé de pronoms inhabituels. Pour que votre lecture soit compréhensible : «illes» est employé pour parler des personnes de tous les sexes, «celleux» pour celles et ceux et «elleux» pour elles et eux.

### La Zad sur les zondes

Après deux années de silence radio la ZAD revient sur les ondes! Jour et nuit Radio Klaxon sabote Vinci. Par ici sur 107.7 c'est pas Vinci Autoroute qu'on entend, c'est nous. Sur 87.5FM aussi d'ailleurs. La radio pirate est un outil de communication, écoute-la! Tu peux y entendre des émissions super, des trucs bizarres, de la musique extraordinaire et pas de pubs! Si tu veux nous contacter ou passer une annonce, appelle nous au **07 53 38 06 70** ou écris-nous un mail : [radio.klaxon@riseup.net](mailto:radio.klaxon@riseup.net)

**Horizontalement**

- 1. Conditionnel anglo-saxon (ou arbre). Usine à champignons.
- 2. Journal relié. Donne le choix
- 3. Révisés
- 4. D'aucun a perdu la sienne chez Air France.
- 5. S'indigne avec piquant (se).
- 6. Imitateurs colorés.
- 7. Brute ou élaborée.
- 8. Refusés.

**Verticalement**

- A. Couvrit à peu de frais
- B. Lui. Outil agricole... ou barrage routier improvisé.
- C. Obtiendra des carottes.
- D. Qu'il râte, qu'il se plaigne, qu'il...
- E. Bouquines. Entraîne une suite.
- F. Sans inspiration, voire tirée par les cheveux.
- G. Futée. Tu vis ta vie.

	A	B	C	D	E	F	G
1							
2							
3							
4							
5							
6							
7							
8							

**107.7 FM**

**RADIO KLAXON**  
LA ZAD SUR LES ZONDES

### Contact

Si vous avez une question, une info, une réflexion à partager, ou même un message à transmettre aux habitant.e.s de la ZAD, vous pouvez envoyer un mail à [zad@riseup.net](mailto:zad@riseup.net) En cas d'urgence (par exemple : présence massive de flics et d'engins de chantier), vous pouvez appeler ou envoyer un SMS au **0643920701**.